



La cyberadministration suisse, 6e lettre d'information 2018

Mesdames, Messieurs,

La mise en œuvre de la cyberadministration suisse progresse pas à pas. En juin 2018, une étape clé du plan stratégique de la cyberadministration suisse a été franchie avec la création de la société **eOperations Suisse SA**. **eDéménagementCH**, la première prestation fournie par eOperations Suisse, est aujourd'hui en service dans dix cantons et s'est distinguée en obtenant la deuxième place du concours de cyberadministration 2018 dans la catégorie «Projet de coopération». Le Conseil fédéral a adopté le message sur la **loi fédérale sur les services d'identification électronique** et l'a soumis aux débats parlementaires. D'autres projets innovants, tels que la création d'un agent conversationnel (**chatbot**) pour l'administration publique, le développement d'un module de participation pour les collectivités publiques et le recours à la technologie blockchain pour l'identification et la signature électroniques, sont sur le point d'aboutir.

En 2018, les bases de la collaboration en matière de cyberadministration à partir de 2020 ont également été définies. La Conférence des gouvernements cantonaux ainsi que le Conseil fédéral souhaitent que l'administration mise systématiquement sur les processus numériques. Les lignes directrices de la stratégie suisse de cyberadministration pour 2020-2023 vont dans ce sens, en adoptant le principe de base «Priorité au numérique» (digital first).

Il reste cependant beaucoup de travail à accomplir en 2019: il s'agit en effet de la dernière année d'application du plan stratégique actuel. Les documents de base concernant la collaboration en matière de cyberadministration pour la période 2020-2023 doivent être mis au point et soumis à la Confédération, aux cantons et aux communes pour consultation.

Nous nous réjouissons de continuer à vous informer des activités de la cyberadministration suisse et nous vous souhaitons, Madame, Monsieur, de joyeuses fêtes et une excellente année 2019.

La direction opérationnelle de la cyberadministration suisse

E-Government Suisse

Le Conseil fédéral approuve les bases de la stratégie suisse de cyberadministration 2020-2023

Lors de sa séance du 14 novembre 2018, le Conseil fédéral a approuvé les bases de la stratégie suisse de cyberadministration 2020-2023 élaborées par l'organisation interfédérale Cyberadministration suisse. En adoptant le principe «Priorité au numérique» (digital first), il souligne l'importance des canaux électroniques, qui seront désormais utilisés prioritairement par l'administration pour fournir des informations et des services. Vous trouverez de plus amples informations dans notre [communiqué](#).

Le comité de pilotage adopte le plan stratégique 2019

Lors de sa séance du 30 octobre 2018, le comité de pilotage de la cyberadministration suisse, présidé par le conseiller fédéral Ueli Maurer, a adopté le plan stratégique pour 2019. Le soutien au projet «Recherche d'immeubles sur tout le pays» constitue une nouveauté dans le plan stratégique. Le comité de pilotage a par

ailleurs défini les prochaines étapes du renouvellement de la stratégie de cyberadministration pour les années 2020 à 2023.

Vous trouverez de plus amples informations sur [notre site Internet](#).

Études: notoriété croissante des services en ligne, services de base perfectibles

En novembre 2018, les résultats du rapport comparatif de l'UE sur la cyberadministration et de l'étude comparative sur la cyberadministration de l'initiative D21 ont été publiés. Le rapport de l'Union européenne démontre que la disponibilité des services de base est déterminante pour une numérisation réussie de l'administration, et que la Suisse a encore de gros progrès à faire dans ce domaine. L'étude comparative de l'initiative D21, qui compare l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse, établit que la notoriété des services de cyberadministration est en constante augmentation, bien que leur utilisation affiche un léger recul.

Les deux études ainsi qu'une brève synthèse sont disponibles sur www.egovernment.ch/etudes.

Plan stratégique

Évaluation de l'utilité d'EasyGov et du portail PME 2018

L'utilité du portail PME et d'EasyGov pour les entreprises suisses s'élève à environ 47 millions de francs par an. Les deux portails sont très appréciés des agents économiques qui les utilisent, selon une étude publiée par le SECO en novembre 2018. À lui seul, le portail PME compte plus de 37 000 visiteurs par mois.

Vous trouverez l'étude sur le [site Internet du SECO](#).

eDéménagementCH : utilisation fréquente au canton de Schwyz et diffusion du service en 2019

Depuis le 1er juin 2018, les habitants de communes schwyzoises peuvent annoncer leur déménagement en ligne. Le nouveau service en ligne est très apprécié. Mille déménagements ont déjà été traités par le biais de cette plateforme électronique.

Vous trouverez un aperçu de la disponibilité du service eDéménagement en Suisse sur www.egovernment.ch/edemenagementch.

Vote électronique:

- Troisième canal de vote: À l'occasion de sa séance du 19 décembre 2018, le Conseil fédéral a décidé d'ouvrir la procédure de consultation relative à la mise en exploitation du canal de vote électronique. Une révision partielle de la loi fédérale sur les droits politiques doit mettre fin à l'actuelle phase d'essai et faire du vote électronique le troisième canal de vote. [Lire le communiqué de Conseil fédéral](#).
- **Suspension du système genevois en février 2020:** En novembre 2018, le canton de Genève a décidé de cesser le développement de son propre système de vote électronique. Genève compte poursuivre l'exploitation du système utilisé actuellement par les cantons de Berne, Lucerne, Saint-Gall, Argovie et Vaud jusqu'en février 2020. La Confédération a pris acte de cette décision et note que le système genevois actuellement en place respecte les exigences fédérales de sécurité et qu'aucune faille de sécurité n'a été découverte, malgré certaines récentes affirmations. En tant que fournisseur d'un système de vote électronique, la Poste Suisse se tiendra à la disposition des cantons.
- **Test d'intrusion :** Les prochaines étapes visent l'introduction de la vérifiabilité universelle dans le système de la Poste Suisse. La publication du code source nécessaire et l'exécution d'un test public d'intrusion sont prévues pour le premier trimestre 2019. Vous trouverez plus d'informations sur le [site Internet de la Chancellerie fédérale](#).

Coordination technique: documents sur la consultation portant sur l'utilisation du numéro AVS comme identifiant univoque

Pour la Conférence suisse sur l'informatique (CSI), il est essentiel que les personnes puissent être identifiées

d'une manière simple et efficace par l'ensemble des autorités. C'est pourquoi elle adhère à la position du Conseil fédéral qui souhaite promouvoir l'utilisation systématique par les autorités du numéro AVS comme identifiant. Dans le cadre du plan stratégique, elle a élaboré une documentation de base sur ce sujet, notamment concernant les frais d'écolage, les rentes AVS/AI et les cours de sauveteur, exemples qui illustrent les avantages pour les autorités de l'utilisation du numéro AVS. Les documents sont disponibles sur [l'Intranet de la CSI](#).

Forum des responsables thématiques

OGD Suisse : le Conseil fédéral adopte la prochaine stratégie OGD

Dès 2020, toutes les données publiées par les services fédéraux devront être accessibles librement, gratuitement et dans un format exploitable par ordinateur. C'est le principal objectif de la deuxième stratégie en matière de libre accès aux données publiques (2019-2023), adoptée par le Conseil fédéral lors de sa séance du 30 novembre 2018. La stratégie revêt un caractère obligatoire pour l'administration fédérale. Elle vise aussi à aider les cantons, les communes et les entreprises paraétatiques à s'engager davantage dans ce domaine. Un service de coordination chargé de la mise en œuvre de la stratégie sera créé au Secrétariat général du Département fédéral de l'intérieur. Quant aux tâches pratiques, comme la gestion et le développement du portail, elles seront du ressort de l'Office fédéral de la statistique. Jusqu'à présent, ces deux tâches incombaient aux Archives fédérales suisses.

Vous trouverez de plus amples informations dans le [communiqué du Conseil fédéral](#).

Normalisation

eCH : Intégrer les normes eCH aux appels d'offres informatiques

La transformation numérique de l'administration exige une interconnexion plus intense des processus et des données hors les limites organisationnelles. De même, cela accroît constamment l'importance de la standardisation. L'association eCH définit des normes importantes dans le domaine d'eGovernment. Elles réduisent les coûts et facilitent la coopération et l'échange de données. L'association eCH recommande aux communes de faire figurer les normes eCH pertinentes en tant que spécification technique dans les documents d'appel d'offres lors des acquisitions des équipements informatiques.

Vous trouverez de plus amples informations sur le [site Internet de eCH](#).

Nouvelles de la Confédération, des cantons et des communes

Canton de Bâle-Campagne :

- [Administration numérique 2022](#): fin octobre, le Grand Conseil a approuvé la stratégie numérique cantonale et le programme de mise en œuvre 2018-2022.
- **eTermin-BL**: La population et les entreprises auront bientôt la possibilité de fixer des rendez-vous en ligne – une étude sur le sujet est actuellement en cours.

Saint-Gall : eGovernment St.Gallen digital. entre en service le 1er janvier 2019

L'organisation «eGovernment St.Gallen digital.», créée par le canton et les communes de Saint-Gall et dotée du

statut d'établissement de droit public indépendant, contribuera à la promotion du développement de la cyberadministration au sein des communes et des cantons. Son projet central consistera à développer la plateforme actuelle eportal.sg.ch au cours des prochaines années et d'y rendre toutes les données et les services pertinents accessibles par voie électronique. eGovernment St.Gallen digital. entrera en service début 2019.

Vous obtiendrez plus d'informations en consultant le [communiqué du canton de Saint-Gall](#).

Canton de Vaud : le Canton se dote d'une loi sur la cyberadministration (LCyber) et adapte ses procédures administratives au monde numérique.

Pour offrir aux usagers la possibilité de bénéficier pleinement, et en toute sécurité, des prestations en ligne de l'Etat, le Canton de Vaud vient de se doter de bases légales solides, qui vont lui permettre de délivrer des moyens d'identification électronique et de déployer son offre en matière de cyberadministration. Ce cadre légal assurera la confidentialité des échanges et garantit la protection des données personnelles. Il autorise la communication électronique entre l'administration et la population et les entreprises, ainsi que la notification des décisions par voie électronique. Pour la mise en œuvre d'un portail sécurisé, gratuit et facultatif pour ses utilisateurs, le Grand Conseil a accepté à l'unanimité d'octroyer un crédit de 6,8 millions de francs pour financer l'ensemble du dispositif.

Pour en savoir plus, consultez le [site Internet du Canton de Vaud](#).

Cantons de Zoug et d'Appenzell Rhodes-Extérieures : mise à disposition d'un annuaire des autorités commun en ligne

Les cantons de Zoug et d'Appenzell Rhodes-Extérieures ont développé un nouvel annuaire des autorités adaptable. Celui-ci est d'ailleurs disponible dès maintenant et à moindres frais comme solution en nuage (Software as a Service, SaaS) pour d'autres administrations.

Découvrez l'annuaire fédéral du canton de Zoug sur: <https://staka.zug.ch/>.

Canton de Zurich : publication en ligne de la feuille officielle sur le portail de la Confédération

En développant le portail des feuilles officielles, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a mis en place au niveau fédéral une plateforme de publication moderne et numérique, également accessible aux cantons et aux communes pour la publication de leurs communications officielles. Le canton de Zurich lui-même publie sa feuille officielle sur ce portail depuis septembre. La coopération avec la Confédération et le canton offre également aux communes zurichoises une solution sûre et économique pouvant facilement être intégrée dans le site Internet communal.

Visitez le portail sur la page suivante: <https://amtsblattportal.ch>.

Ville de Zurich : adoption de la stratégie Smart City

Le conseil municipal de la ville de Zurich a adopté début décembre sa stratégie interdépartementale pour une «Smart City». La ville veut promouvoir l'innovation, la coopération, la communication et le dialogue, ainsi que développer, entre autres, un système de crédits d'innovation, des marathons de programmation, un laboratoire urbain intelligent et un portail participatif.

La stratégie est disponible sur le [site Internet de la ville de Zurich](#).

Politique

Conseil fédéral : gestion commune des données de base de la Confédération

Le Conseil fédéral estime que la saisie unique des données et leur gestion commune représentent une condition essentielle à la planification en matière de transformation numérique. À cet effet, il a adopté, lors de sa séance du 19 décembre 2018, la stratégie pour le développement de la gestion commune des données de base de la

Confédération et a pris des mesures concrètes.

Vous trouverez de plus amples informations dans [le communiqué du Conseil fédéral](#).

Conseil fédéral : améliorer le cadre juridique régissant la blockchain et la DLT

Lors de sa séance du 7 décembre 2018, le Conseil fédéral a adopté un rapport consacré au cadre juridique régissant la blockchain et la distributed ledger technology (DLT) dans le secteur financier. Le rapport montre que la législation suisse se prête bien à l'utilisation des nouvelles technologies, y compris la blockchain. Des changements ponctuels sont cependant nécessaires.

Vous trouverez de plus amples informations dans [le communiqué du Conseil fédéral](#).

Parlement : introduction du livret de service numérique

Le Conseil national et le Conseil des États ont décidé que l'armée suisse recevrait un livret de service numérique. Celui-ci peut être rempli beaucoup plus rapidement, il comporte moins de risques d'erreur et ne peut plus disparaître ni être falsifié avec de la colle.

Vous trouverez de plus amples informations dans [l'article de l'inside-it](#).

Manifestations

Agenda

- [Swiss eGovernment Forum](#), 05./06.03.2019, Bern
- eGovernment Symposium Romand, 09.05.2019, Lausanne

Direction opérationnelle E-Government Suisse

Unité de pilotage informatique de la Confédération UPIC, Schwarztorstrasse 59, CH-3003 Berne

info@egovernment.ch, www.egovernment.ch

